

CORRIGE

Ces éléments de correction n'ont qu'une valeur indicative. Ils ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité des autorités académiques, chaque jury est souverain.

Éléments indicatifs de correction proposés sous la responsabilité des concepteurs à l'attention des commissions académiques d'entente des correcteurs

DISSERTATION

SUJET : Dans quelle mesure un haut niveau de protection sociale et un haut niveau de compétitivité sont-ils compatibles ?

Ce sujet, en apparence long et complexe, pose une question fondamentale pour les sociétés occidentales confrontées aux exigences de compétitivité internationale. C'est un sujet qui fait appel à des notions transversales, se situant aux limites de l'économie et de la sociologie. Si la question de la compétitivité économique est clairement posée dans l'ensemble des pays occidentaux, celle de la protection sociale renvoie à des choix de société.

Il devrait être assez aisé de faire la différence entre les « bonnes » et les « mauvaises » copies.

1. Certains candidats se contenteront d'une lecture basique du sujet et traiteront une problématique du type : « la protection sociale, de par son mode de financement, constitue un fardeau pour la compétitivité des entreprises ; il faut donc la réduire ». Ce raisonnement, ultralibéral, est assez fréquent chez les élèves ; il est d'ailleurs largement alimenté par le discours ambiant... Ils s'appuieront essentiellement sur le document 6 en mettant en avant le poids des cotisations sociales sur les salaires ainsi que sur certains éléments du document 5 montrant une perte de compétitivité de la France et de certains autres pays.

2. Une démarche plus élaborée consisterait à s'interroger sur les formes de la protection sociale et leur lien avec la compétitivité, toujours dans l'optique des coûts/charges. Dans ce cas, la problématique retenue pourrait être : « une réforme de la protection sociale permettrait de concilier ces deux paramètres apparemment contradictoires ». Le plan pourrait être du type :
 - Les systèmes de protection sociale hérités des années 60/70 sont inadaptés aux conditions actuelles de la compétitivité (C'est le procès des politiques keynésiennes).
 - Une réforme des modes de financement est possible et, dans ce cas, les deux notions (protection sociale et compétitivité) peuvent être conjuguées.

Dans cette optique, les candidats devraient s'appuyer sur les documents ; 2 (l'exemple Britannique) ; 3, 4 et 6 ;

Cette approche, plus intéressante, se concentre cependant sur les aspects techniques et financiers des systèmes de protection. L'idée étant d'avoir le système qui coûte le moins cher. Dans tous les cas, la protection sociale est représentée comme un fardeau qu'il faut financer. On ne s'interroge pas sur les justifications de l'existence même du système. Cela revient, en quelque sorte à chercher des solutions au financement sans se demander à quoi sert le système, son existence semblant aller de soi...

3. Une dernière approche, la plus complète, consisterait à envisager la protection sociale comme étant une composante même de la compétitivité. Dans ce cas, on effectue un raisonnement à long terme, la protection sociale ayant une action positive sur les structures économiques et sociales. La problématique retenue pourrait être la suivante : « Au-delà des problèmes de financement, la protection sociale est une composante essentielle de la compétitivité ». Le plan pourrait être du type :
 - la protection sociale est une composante essentielle de la productivité par l'action sur les structures sociales (formation, maladie...)

- la crise de la protection sociale est une crise de financement, la réforme est nécessaire mais fondamentalement, l'existence même du système n'est pas remise en cause.

Ce type d'approche présente l'avantage de croiser tous les documents, notamment les documents 1 et 5 en faisant le lien entre compétitivité et productivité. Elle permet également de s'interroger sur les problèmes de financement et de réforme nécessaire du système. Elle permet de croiser les arguments keynésiens et libéraux afin d'en tirer une synthèse. Les candidats devant arriver à démontrer que finalement, même les pays réputés ultra libéraux (Royaume Uni) adaptent leur système de protection sociale mais ne remettent pas en question son existence.

L'aspect financier sur lequel on se focalise beaucoup en France est un aspect technique lié à l'organisation même du système. Les candidats doivent faire le lien suivant :

PROTECTION SOCIALE = FACTEUR DE PRODUCTIVITE = FACTEUR DE COMPETIVITE.

Notes : indépendamment de la problématique choisie, on pourra valoriser l'utilisation du document 1 mettant en évidence le lien entre productivité et compétitivité.

Dans la même optique, l'utilisation des termes économiques appropriés sera valorisée.

QUESTION DE SYNTHÈSE

**THEME DU PROGRAMME :
CROISSANCE, CAPITAL ET PROGRES TECHNIQUE**

Accumulation du capital, progrès technique et croissance

NOTIONS ESSENTIELLES

Innovation, taux de rentabilité, taux d'intérêt, demande anticipée

NOTIONS COMPLEMENTAIRES

Epargne, innovation de procédé, de produit et organisationnelle, recherche-développement (R & D), autofinancement, financement externe, destruction créatrice

Indications complémentaires

L'investissement étant un maillon essentiel de la plupart des mécanismes qui engendrent la croissance, on en précisera les différents types et formes, de même que les diverses manières, pour l'entreprise, de le financer.

On s'attachera à expliciter la décision individuelle d'investissement, en insistant sur sa dimension temporelle et en introduisant, sans formalisme, les notions de rendement anticipé et d'actualisation. On analysera les rôles de la demande anticipée, de la réduction des coûts de production, du taux d'intérêt et du coût des différentes formes de financement. Pour analyser ce dernier point, on pourra s'appuyer sur les acquis du programme de première concernant la mobilisation de l'épargne et le financement de l'économie.

Afin de saisir le phénomène de destruction créatrice, dans sa dimension économique de disparition – apparition de biens ou services et de secteurs d'activités, on discutera des liens entre investissement, progrès technique et obsolescence économique.

Cette dynamique sera également envisagée sous l'angle du changement social. En prenant un exemple significatif (l'industrialisation, la tertiarisation ou l'urbanisation), on insistera sur les rapports entre les phénomènes économiques, politiques et sociaux dont l'interaction détermine la dynamique du développement.

Proposition de correction de la question de synthèse

Document 1 : les profits des entreprises sont présentés comme le déterminant essentiel de l'investissement et donc de la croissance.

Document 2 : au cours des trente dernières années, pas de relation absolument automatique entre investissement et croissance. On peut évoquer « l'effet accélérateur », lequel n'est pas exigible puisqu'il ne figure pas au programme..

Document 3 : la demande anticipée est présentée comme le déterminant majeur de la décision d'investir chez les entrepreneurs (à mettre en parallèle avec le document 1)

Document 4 : schéma qui recense les différentes variables de la décision d'investissement (profit, taux d'intérêt, anticipation de la demande, politique fiscale, taux d'utilisation des capacités de production). Il synthétise tous les autres documents.

TRAVAIL PREPARATOIRE**1. Expliquez le passage souligné. (document 1) (1 point)**

On attend de l'élève qu'il établisse au minimum la relation entre « les profits d'aujourd'hui » qui donnent une possibilité de financement de « l'investissement de demain ». Relation qui vaut au moins la moyenne.

2. Caractérissez les situations économiques de 1975 et de 1993. (document 2) (1 point)

Le terme « dépression » est attendu néanmoins toute expression de même sens (« croissance négative » par exemple) doit être acceptée.

3. Quelle relation peut-on établir entre le taux d'investissement et le taux de croissance économique en volume ? (document 2) (2 points)

On peut attendre deux constats de l'élève :

- *la relation n'est pas absolument évidente, et on peut remarquer un « effet retard »*
- *l'évolution du taux d'investissement est bien plus forte que celle du taux de croissance.*

4. Expliquez en quoi, pour les chefs d'entreprise, la demande est le déterminant principal des investissements ? (document 3) (2 points)

Le chef d'entreprise opte en général pour la sécurité. Il investit s'il considère que les perspectives de débouchés sont bonnes, sinon il adopte une position d'attente. La demande anticipée apparaît, selon le texte, comme un (pas pour autant le seul) déterminant de l'investissement plus important que les « profits d'aujourd'hui »

5. Dans le document 4 expliquez la signification de la flèche reliant le taux d'intérêt et la décision d'investir (2 points)

Un taux d'intérêt (réel) faible incitera davantage à investir qu'un taux plus élevé puisqu'il allégera d'autant la charge d'intérêt à rembourser si l'investissement se fait par financement externe. Plus le taux d'intérêt est faible, plus le nombre des investissements financièrement rentables s'élève.

6. Comment le taux d'utilisation des capacités de production d'une part, et le taux de profit d'autre part influencent-ils la décision d'investir ? (document 4) (2 points)

- *plus le taux d'utilisation des capacités de production est faible et moins l'investissement risque de se faire : l'entreprise dispose en effet de capacités disponibles pour assurer un surplus de production, et peut se passer d'accumuler du capital*
- *le taux de profit est un déterminant de l'investissement dans la mesure où il permet un financement plus facile de l'investissement (capitaux propres et recours au crédit).*

QUESTION DE SYNTHÈSE (10 points)

Après avoir montré que la rentabilité est un déterminant de l'investissement, vous montrerez que la décision d'investir dépend aussi d'autres facteurs.

Remarque : On ne peut exiger de l'élève qu'il opère nécessairement la distinction entre rentabilité économique et rentabilité financière.

IntroductionSi la rentabilité est bien un déterminant de l'investissement...

- l'impérieuse nécessité, pour une entreprise, de réaliser du profit
- les profits présents influencent favorablement la décision d'investir (document 1) en offrant des possibilités de financement de l'investissement
- les perspectives de profits futurs incitent à consacrer une partie de la valeur ajoutée à l'accumulation de capital (documents 1 et 4)

... d'autres facteurs motivent la décision d'investir

- les perspectives de débouchés influencent l'entrepreneur dans sa décision d'accroître ou non son potentiel productif (documents 2 et 3)
 - des éléments financiers ont, eux aussi, leur importance : niveau d'endettement présent, taux d'intérêt réel, fiscalité (documents 1, 3, 4)
 - niveau d'utilisation des capacités de production (document 4)
 - demande anticipée
 - attitude de la concurrence
- } Connaissances personnelles

ENSEIGNEMENT DE SPECIALITÉ

SUJET A

THÈME DU PROGRAMME :
Conflits de classe et changement social .

-Concepts que les élèves doivent connaître et savoir utiliser : lutte des classes, conscience de classe, rapports de production, forces productives, plus-value, exploitation, modes de production, capital.

-Actualité de la pensée de l'auteur et prolongement : classes sociales, nouveaux mouvements sociaux.

Question n° 1 : à l'aide de vos connaissances et du document n° 1, présentez les mécanismes de l'exploitation dans la société capitaliste chez K. MARX. (8 points)

Selon K. MARX (1818-1883), le capitalisme dispose d'un niveau élevé de forces productives et un voile y masque les **rapports de production** (qui naissent entre les groupes sociaux à l'occasion de la production). Le **prolétariat**, contraint de vendre sa **force de travail** pour vivre et la **bourgeoisie** qui possède les moyens de production constituent les deux principales classes sociales au sein de cette société capitaliste. Par leur travail, les prolétaires créent des richesses dont ils ne reçoivent qu'une fraction en contrepartie qui correspond à la valeur d'échange de la force de travail). Ce montant équivaut juste à ce qui est nécessaire pour l'entretien de cette force de travail, c'est-à-dire le « minimum physiologique ».

La bourgeoisie s'approprie, elle, le reste des richesses créées tout au long de la journée de travail par le prolétariat. C'est ce que l'on nomme la **plus-value**, qui est synonyme de profit. Ainsi, cette plus-value cristallise la différence entre la valeur d'usage de la force de travail et sa valeur d'échange. L'extorsion de la plus-value par la bourgeoisie définit l'**exploitation** dont le prolétariat est victime. Le maintien de cette exploitation résulte de la dépendance économique des ouvriers.

Question n° 2 : expliquez précisément la dernière phrase du texte. (6 points)

Ce rapport de production est conflictuel car les intérêts de deux principales classes en présence sont antagonistes. La classe dominante fait tout pour que la plus-value dégagée soit toujours la plus forte possible, alors que les prolétaires ont intérêt au changement pour faire évoluer les conditions de travail et d'emplois en leur faveur. Ils souhaitent notamment obtenir des hausses de salaires pour vivre un peu mieux.

L'association des prolétaires entre eux devient primordiale pour résister à cette pression des capitalistes qui cherchent à accumuler toujours plus de capital. Ainsi, ils augmentent leur profit en intensifiant l'exploitation et l'aliénation des ouvriers, avec un « allongement de la journée de travail » par exemple.

L'association des dominés se manifeste alors par des coalitions entre prolétaires, qui développent peu à peu une **conscience de classe** pour s'unir et lutter contre cette exploitation.

Question n° 3 : la précarisation des emplois et la présence d'un chômage important affaiblissent-elles la classe ouvrière aujourd'hui ? (6 points)

Les ouvriers, aujourd'hui, ont plus de difficultés pour faire entendre leur voix et défendre leurs intérêts pour plusieurs raisons. : - les syndicats de salariés sont moins efficaces par manque d'audience et de moyens d'actions, car chômeurs et précaires sont peu syndiqués.

- la montée du chômage limite les revendications des ouvriers qui acceptent bien souvent leur sort par crainte de représailles ou de menace sur leur emploi.

- les salariés peuvent se contenter de leur situation et taire des revendications peut-être légitimes mais qui peuvent paraître peu fondées dans un tel contexte.

- les personnes recrutées de façon provisoire dans l'entreprise participent peu aux actions revendicatives et se mobilisent moins : elles ne se sentent pas forcément concernées par ces actions ou veulent rester discrètes en attendant un éventuel renouvellement de contrat.

Pour autant , la majorité des emplois actuellement est constituée d'emplois stables et même si la grève n'est plus le moyen d'agir le plus privilégié, il y a tout de même encore des actions revendicatives qui sont menées et les conflits du travail n'ont pas disparu.

SUJET B

THEME DU PROGRAMME
Egalisation des conditions et démocratie

INSTRUCTIONS OFFICIELLES

	CONCEPTS QUE LES ÉLÈVES DOIVENT CONNAÎTRE ET SAVOIR UTILISER	ACTUALITÉ DE LA PENSÉE DE L'AUTEUR ET PROLONGEMENT
"Stratification sociale et inégalités" Alexis de Tocqueville	Liberté/égalité, individualisme, despotisme démocratique, tyrannie de la majorité	Représentation politique, société démocratique et uniformisation des comportements, opinion publique

Indications complémentaires

On retiendra de Tocqueville que l'avènement des sociétés démocratiques n'est pas qu'un phénomène politique : c'est une transformation qui concerne aussi et surtout la société civile. Le processus fondamental est l'égalisation des conditions dont le principe s'oppose à l'organisation juridique (ordres ou castes) des sociétés d'Ancien régime. On retiendra que l'homogénéisation comme l'avancée vers l'égalité ne sont que des tendances dont l'appréhension empirique n'est possible qu'à long terme. Les corollaires de cette égalisation sont une mobilité sociale croissante et une réduction des écarts entre catégories sociales "extrêmes ". Le risque est alors celui de l'indifférence aux affaires publiques. Comme par ailleurs, les individus se trouvent dotés de statuts proches, il peut devenir très difficile de résister à la tyrannie de la majorité.

L'actualité des analyses de Tocqueville et ses prolongements contemporains seront étudiés en s'interrogeant sur la montée de l'abstentionnisme, l'importance croissante de l'opinion publique médiatisée dans le processus démocratique, la professionnalisation de la représentation politique, la tendance au repli sur la sphère privée.

ELEMENTS DE CORRIGE

Question 1 : On attendra de l'élève qu'il explique que pour Tocqueville la démocratie est davantage sociale (Etat social, doc. 1) que politique.

Il est essentiel que l'élève explique que la démocratie (à travers l'abolition des privilèges : « la lutte prolongée... » doc. 1) a pour objectif l'égalité des conditions (doc. 1). La démocratie favorise aussi la liberté politique (« ouvrir devant l'esprit de chacun d'eux... » doc. 1). On fera ensuite le lien entre cette passion pour l'égalité et l'individualisme puisque chaque individu cherchera à avoir toujours plus que l'autre (« l'envie... » doc.1) et chacun se repliera sur la sphère privée.

Question 2 : - « Les hommes ne sont liés que par des intérêts », cet extrait fait référence à la recherche de bien-être matériel (la société devient surtout une société marchande où le lien est marchand).

- « et non par des idées », cet extrait fait référence aux valeurs (bien culturel) et au lien politique (démocratie). Cet élément de la démocratie est oublié par les hommes qui sont trop occupés à la recherche de leur bien être personnel. De plus, chacun développant « ses propres croyances » (doc1), les valeurs communes sont délaissées : les hommes ne sont plus forcément des défenseurs de la démocratie.

Question 3 : L'intitulé de la question « dans quelle mesure », doit amener l'élève à apporter une réponse nuancée en comparant les idées du document 2 et les idées étudiées précédemment de Tocqueville.

Ce document confirme la thèse d'Alexis de Tocqueville puisqu'il confirme que la montée de l'individualisme prend ses sources lors de la révolution française. Il confirme aussi, simplement, l'existence de cet individualisme 150 ans après Tocqueville : le citoyen gère sa vie, son destin, et peut avoir une identité individuelle (doc. 2).

Cependant, G. Mermet n'est pas aussi pessimiste qu' Alexis de Tocqueville puisque la démocratie et l'accession à la liberté poussent les gens à se sentir responsables envers les autres en créant par exemple des associations (doc. 2). De plus, malgré l'individualisme, le lien social est toujours très présent, et pas seulement le lien marchand, pas seulement « l'intérêt » (doc. 1) . Cette idée s'oppose à Tocqueville qui pensait que la démocratie, en brisant « la longue chaîne » d'obligations de la société aristocratique, aurait du mal à reconstruire une forme de lien social entre individus égaux et libres.